

Vu les délibérations du conseil d'administration de l'Université de l'Etat à Mons, en date des 26 juin 1979 et 23 juin 1981;

Vu l'avis du Commissaire du Gouvernement près de ladite université;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, notamment l'article 3, § 1er, modifié par l'article 18 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Considérant qu'ils s'indiquent que les présentes dispositions puissent entrer en vigueur à la rentrée académique d'octobre 1982;

Vu l'urgence,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application de l'arrêté royal du 7 octobre 1974, étendant les crédits d'heures aux travailleurs qui suivent des cours de formation générale en vue de leur promotion économique, sociale et culturelle, sont reconnus l'ensemble des cours organisés par l'Université de l'Etat à Mons en vue de l'octroi des diplômes de candidat en sciences économiques appliquées (orientation : administration des affaires publiques) et de licencié en sciences économiques et sociales (orientation spéciale en service social et action sociale).

La liste des cours dispensés sera communiquée avant le début de chaque année académique au Ministre de l'Education nationale et au Ministre de l'Emploi et du Travail.

Art. 2. L'Université de l'Etat à Mons délivrera les attestations d'inscription et d'assiduité requises par la réglementation en vigueur en matière de remboursement des rémunérations et cotisations sociales afférentes aux crédits d'heures.

Art. 3. Chaque année d'études sera sanctionnée par un diplôme ou certificat.

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets à partir de l'année académique 1982-1983.

Bruxelles, le 28 mars 1983.

M. TROMONT

Gelet op de beraadslagingen van de raad van beheer van de Rijksuniversiteit te Bergen, d.d. 26 juni 1979 en 23 juni 1981;

Gelet op het advies van de Regeringscommissaris bij genoemde universiteit;

Gelet op de gecoördineerde wetten op de Raad van State, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd door artikel 18 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Overwegende dat het aangewezen is dat deze bepalingen bij het begin van het academiejaar in oktober 1982, in werking kunnen treden;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van het koninklijk besluit van 7 oktober 1974 houdende verruiming van de kredieturen tot de werknemers die leergangen van algemene vorming volgen met het oog op hun economische, sociale en culturele promotie, worden al de leergangen, georganiseerd door de Rijksuniversiteit te Bergen met het oog op het toekennen van de diploma's van kandidaat in de toegepaste economische wetenschappen (studierichting : beheer der openbare zaken) en van licentiaat in de economische en sociale wetenschappen (bijzondere studierichting : sociale dienst en sociale actie) in aanmerking genomen.

De lijst van de ingerichte leergangen dient vóór het begin van elk academiejaar aan de Minister van Nationale Opvoeding en aan de Minister van Tewerkstelling en Arbeid medegedeeld te worden.

Art. 2. De Rijksuniversiteit te Bergen zal de inschrijvingsgetuigschriften en de stiptheidsattesten uitreken die vereist zijn overeenkomstig de van kracht zijnde reglementering voor de terugbetaling van de bezoldigingen en sociale bijdragen welke betrekking hebben op de kredieturen.

Art. 3. Elk studiejaar wordt met een diploma bekrachtigd.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking met ingang van het academiejaar 1982-1983.

Brussel, 28 maart 1983.

M. TROMONT

EXECUTIFS — EXECUTIEVEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 83 — 760

2 MARS 1983. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française réglant la répartition de la partie du Fonds spécial de l'aide sociale de la région wallonne revenant aux Centres publics d'aide sociale de la Communauté française

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres publics d'aide sociale, notamment l'article 105 tel qu'il a été modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 février 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par l'article 18 de la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980;

Considérant que la répartition du Fonds spécial de l'aide sociale constitue un élément important du système de financement des activités des Centres publics d'aide sociale et qu'il importe dès lors de fixer sans délai les critères de répartition;

Considérant que l'urgence est ainsi spécialement motivée;

Sur proposition du Ministre de la Santé et de l'Enseignement de la Communauté française de Belgique et vu la délibération de l'Exécutif du 2 mars 1983,

Arrêtons :

Article 1er. Dans la limite des crédits disponibles, la répartition de la part du Fonds spécial de l'aide sociale attribuée à la Région Wallonne entre les Centres publics d'aide sociale de la Communauté française, s'établit de la manière suivante :

1. Le Fonds spécial de l'aide sociale intervient à concurrence de 90 p.c. des dépenses nettes effectuées par le Centre public d'aide sociale en application des dispositions de la loi du 7 août 1974 relative au droit au minimum de moyens d'existence.

2. Une intervention forfaitaire de 600 000 francs par unité de travailleur social à prestations complètes en fonction en cette qualité au Centre public d'aide sociale est accordée à chaque Centre public d'aide sociale, à l'exclusion des travailleurs sociaux engagés dans le cadre du Fonds interdépartemental de promotion de l'emploi.

3. Une intervention de 40 000 francs par unité d'aide familiale ou senior à prestations complètes en fonction au Centre public d'aide sociale.

Une intervention de 15 francs par heure prestée pour le compte du Centre public d'aide sociale par un service public ou privé d'aide aux familles et aux personnes âgées avec lequel le Centre a conclu une convention écrite.

4. Une intervention de 50 000 francs par unité d'aide ménagère à prestations complètes en fonction au Centre public d'aide sociale.

5. Une intervention de 100 000 francs par unité d'infirmier travaillant en milieu ouvert à prestations complètes en fonction au Centre public d'aide sociale, à l'exclusion des infirmiers engagés dans le cadre du Fonds interdépartemental de promotion de l'emploi.

6. Une intervention de 200 000 francs par éducateur social travaillant en milieu ouvert, en fonction au Centre public d'aide sociale.

7. Une intervention de 20 000 francs par lit dans les maisons de repos pour personnes âgées gérées par les Centres publics d'aide sociale.

8. Une intervention de 100 francs par jour sur base du nombre de jours durant lesquels des mineurs ont été placés chez des particuliers à charge du Centre public d'aide sociale.

9. Une intervention de 22 francs par repas servi à domicile ou consommé en restaurant communautaire géré par le Centre public d'aide sociale par des personnes âgées qui ne sont pas hébergées dans un home pour personnes âgées.

10. Une intervention de 145 000 francs par unité de personnel engagé dans le cadre de la convention n° 0012 relative au Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi.

Art. 2. Les relevés numériques nécessaires à la liquidation des montants revenant à chaque Centre public d'aide sociale sont fournis au Ministre de l'Intérieur par le Ministre de la Santé et de l'Enseignement de la Communauté française au moyen du questionnaire annexé au présent arrêté.

Pour l'Exécutif de la Communauté française de Belgique :

Le Ministre de la Santé et de l'Enseignement,

R. URBAIN

Annexe à l'arrêté de l'Exécutif
de la Communauté française du 2 mars 1983

Questionnaire relatif à la répartition du Fonds spécial de l'aide sociale entre les Centres publics d'aide sociale francophones de la Région wallonne

C.P.A.S. de

Relevés numériques relatifs aux activités de l'année

1. *Minimex* :

Dépenses effectuées en application de la loi du 7 août 1974 :

..... (a)

N.B. :

1.1. Il s'agit de la quote-part restant à charge du Centre après déduction des recettes réalisées (subventions de l'Etat, remboursement par le bénéficiaire, par les débiteurs d'aliments ou par les organismes payeurs des prestations sociales, etc).

2. *Personnel* :

Nombre de travailleurs(euses) sociaux(ales) (b)
d'aides familiales (c)
d'aides ménagères (d)
d'infirmiers(ères) en milieu ouvert (e)
d'éducateur(trices) sociaux(ales) (f)

Ce questionnaire est complété annuellement par chaque Centre public d'aide sociale en fonction de ses activités durant l'année antérieure. En ce qui concerne le personnel, sont prises en considération les fonctions occupées au 30 septembre de l'année précédente.

Art. 3. Le Ministre de l'Intérieur est chargé de la liquidation des montants revenant à chaque Centre public d'aide sociale.

Une avance égale à 50 p.c. de la part du Fonds spécial de l'aide sociale qui lui a été attribuée l'année précédente, sera versée à chaque Centre au cours du premier trimestre de l'année.

Le montant de cette avance sera déduit de la part revenant pour l'année en cours au Centre public d'aide sociale et le solde sera versé au cours du 2^e trimestre.

Art. 4. S'il est constaté après répartition qu'une erreur a été commise au détriment d'un Centre public d'aide sociale, la somme dont celui-ci aura été privé lui est allouée à l'occasion de la répartition correspondante afférente à l'année ultérieure.

En cas d'erreur au profit d'un Centre public d'aide sociale, un arrêté du Ministre de la Santé et de l'Enseignement de la Communauté française de Belgique ordonne la récupération de la somme allouée indûment, laquelle sera ajoutée à la part du Fonds spécial de l'aide sociale revenant aux Centres publics d'aide sociale francophones de la Région wallonne.

Art. 5. L'arrêté royal du 14 avril 1981 fixant les modalités de paiement des avances sur la part du Fonds spécial de l'aide sociale revenant aux Centres publics d'aide sociale de la Région wallonne est abrogé.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1983.

Bruxelles, le 2 mars 1983.

N.B. :

2.1. Entrent seuls en ligne de compte les agents en fonction en cette qualité au 30 septembre de l'année précédente en tant que membre du personnel du Centre.

2.2. Le personnel occupé à temps partiel doit être compté en fraction correspondant aux prestations effectuées.

2.3. Les Centres publics d'aide sociale qui participent à une intercommunale pour leur service d'éducateurs sociaux, d'aides familiales et d'aides ménagères, répartissent le nombre d'aides familiales, d'aides ménagères et d'éducateurs sociaux de l'association au prorata de leur chiffre de population.

2.4. Les Centres publics d'aide sociale qui font appel à des services privés d'aides familiales ou seniors indiquent le nombre d'heures prestées pour le Centre (g)

3. *Maison de repos* :

Nombre de lits dans les maisons de repos gérées par le Centre (h)

4. *Repas* :

— Nombre de repas servis à domicile (i)
— Nombre de repas consommés en restaurant communautaire géré par le Centre par des personnes âgées qui ne sont pas hébergées dans des institutions (j)

5. *Placément des mineurs :*

Nombre de jours durant lesquels des mineurs ont été placés chez des particuliers à charge du Centre (k)

6. *Fonds budgétaire interdépartemental de l'emploi :*

Personnel engagé dans le cadre de la convention n° 0012.
Nombre d'unité (l)

(f) × 200 000 F =	.....	F.
(g) × 15 F =	.....	F.
(h) × 20 000 F =	.....	F.
(i) × 22 F =	.....	F.
(j) × 22 F =	.....	F.
(k) × 100 F =	.....	F.
(l) × 145 000 F =	.....	F.
Total =	.....	F.

Tableau récapitulatif

(a) × 90 % =	.....	F.
(b) × 600 000 F =	.....	F.
(c) × 40 000 F =	.....	F.
(d) × 50 000 F =	.....	F.
(e) × 100 000 F =	.....	F.

Fait à

Le Secrétaire,

Le Président,

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 2 mars 1983.

Pour l'Exécutif de la Communauté française de Belgique,

Le Ministre de la Santé et de l'Enseignement,

R. URBAIN

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 83 — 760

2 MAART 1983. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot regeling van de verdeling van het gedeelte van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn van het Waalse Gewest dat aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van de Franse Gemeenschap toekomt

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, inzonderheid op artikel 105, gewijzigd bij de wet van 9 augustus;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 februari 1982;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd door artikel 18 van de gewone wet tot hervorming der instellingen van 9 augustus 1980;

Overwegende dat de verdeling van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn een belangrijk element uitmaakt van het financieringssysteem der activiteiten van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en dat het voortaan van belang is onverwijld de criteria van de verdeling vast te leggen;

Overwegende dat de dringende noodzaak aldus bijzonder gemotiveerd is;

Op voordracht van de Minister van Gezondheid en Onderwijs van de Franse Gemeenschap van België en gelet op de beslissing van de Executieve van 2 maart 1983.

Besluiten wij :

Artikel 1. Binnen de grenzen van de beschikbare kredieten, wordt de verdeling onder de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van het gedeelte van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn dat aan het Waalse Gewest werd toegekend, vastgesteld als volgt :

1. Het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn neemt 90 pct. van de nettouitgaven van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn te zijnen laste in toepassing van de bepalingen van de wet van 7 augustus 1974 betreffende het recht op het bestaansminimum.

2. Een forfaitaire tegemoetkoming van 600 000 frank per voltijds maatschappelijk werker, welke in die hoedanigheid in dienst is in het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, wordt toegekend aan ieder openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, met uitsluiting van de maatschappelijk werkers aangezwoeren in het raam van het Interdepartementaal Fonds ter bevordering van de tewerkstelling.

3. Een tegemoetkoming van 40 000 frank per voltijdse gezins- of bejaardenhelpster in dienst in het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

Een tegemoetkoming van 15 frank per uur gepresteerd voor rekening van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn door een openbare of private dienst voor gezins- of bejaardenhulp waarmee het centrum een geschreven overeenkomst heeft afgesloten.

4. Een tegemoetkoming van 50 000 frank per voltijdse huishoudhulp in dienst in het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

5. Een tegemoetkoming van 100 000 frank per voltijdse verpleger die veldwerk verricht in dienst van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, met uitsluiting van de verplegers tewerkgesteld in het raam van het Interdepartementaal Fonds ter bevordering van de tewerkstelling.

6. Een tegemoetkoming van 200 000 frank per sociaal opvoeder die veldwerk verricht in dienst van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

7. Een tegemoetkoming van 20 000 frank per bed in de rustoorden voor bejaarden beheerd door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

8. Een tegemoetkoming van 100 frank per dag op basis van het aantal dagen, dat minderjarigen bij particulieren geplaatst werden ten laste van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

9. Een tegemoetkoming van 22 frank per aan huis bedeelde maaltijd geconsumeerd in een door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn beheerd gemeenschappelijk restaurant door bejaarden die niet in een home voor bejaarden gehuisvest zijn.

10. Een tegemoetkoming van 145 000 frank per personeelslid tewerkgesteld in het raam van de conventie nr. 0012 betreffende het Interdepartementaal Budgettair Fonds ter bevordering van de tewerkstelling.

Art. 2. De cijferopgaven vereist voor de vereffening van de bedragen die aan ieder openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn toekomen worden aan de Minister van Binnenlandse Zaken verstrekt door de Minister van Gezondheid en Onderwijs van de Franse Gemeenschap aan de hand van de bij dit besluit gevoegde vragenlijst.

Deze vragenlijst wordt jaarlijks door ieder openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn ingevuld op basis van de activiteiten van het afgelopen jaar. Wat het personeel betreft, wordt rekening gehouden met de functies die op 30 september van het afgelopen jaar bezet waren.

Art. 3. De Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de vereffening van de bedragen die aan ieder openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn toekomen.

Een voorschot gelijk aan 50 pct. van het aandeel van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn dat toegekend werd voor het afgelopen jaar, zal aan ieder centrum gestort worden in de loop van het eerste kwartaal van het jaar.

Het bedrag van dit voorschot zal in mindering gebracht worden van het aandeel dat voor het lopende jaar aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn toekomt en het saldo zal gestort worden in de loop van het tweede kwartaal.

Art. 4. Wordt na de omslag vastgesteld dat een vergissing werd begaan ten nadele van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, dan wordt de som die het heeft moeten derven, aan

dit centrum toegekend bij de overeenkomende omslag betreffende het volgende jaar.

In geval een vergissing werd begaan ten voordele van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, gelast een besluit van de Minister van Gezondheid en Onderwijs van de Franse Gemeenschap van België dat de ten onrechte toegekende som zal worden verhaald en die som zal gevoegd worden bij het deel van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn dat toekomt aan de franstalige openbare centra voor maatschappelijk welzijn van het Waalse Gewest.

Art. 5. Het koninklijk besluit van 14 april 1981 tot vaststelling van de modaliteiten inzake de uitbetaling van de voorschotten op het aandeel van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn dat aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van het Waalse Gewest toegekend wordt, wordt opgeheven.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1983.

Brussel, de 2de maart 1983.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap van België,

De Minister van Gezondheid en Onderwijs,

R. URBAIN

Bijlage bij het koninklijk besluit
van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 maart 1983

Vragenlijst betreffende de verdeling van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn onder de franstalige openbare centra voor maatschappelijk welzijn van het Waalse Gewest

O.C.M.W. van

Cijferopgaven betreffende de activiteiten van het jaar

1. Bestaansminimum :

Uitgaven gedaan in toepassing van de wet van 7 augustus 1974

N.B. :

1.1. Het gaat om het deel dat ten laste blijft van het centrum na aftrek van de ontvangsten (Staatssubsidies, terugbetaling door de begunstigde, door de onderhoudsplichtigen of door de instellingen die de sociale vergoedingen betalen, enz).

2. Personeel :

Aantal sociale werk(st)ers	(b)
gezinshelpsters	(c)
huishoudhulp	(d)
verplegers (verpleegsters) die veldwerk verrichten	(e)
sociale opvoed(st)ers	(f)

N.B. :

2.1. Komen alleen in aanmerking de beampten welke in die hoedanigheid in dienst zijn als personeelslid van het centrum op 30 september van het afgelopen jaar.

2.2. Het deeltijdse personeel moet worden vermeld in een breukvorm die de geleverde prestaties weergeeft.

2.3. De openbare centra voor maatschappelijk welzijn die voor hun dienst sociale opvoeders, gezinshelpsters en huishoudhulp en aan een intercommunale deelnemen, verdelen het aantal gezinshelpsters, huishoudhulp en sociale opvoeders van de vereniging naar rato van hun bevolkingscijfer.

2.4. De openbare centra voor maatschappelijk welzijn die een beroep doen op private diensten voor gezins- en bejaardenhulp vermelden het aantal uren gepresteerd voor het centrum

3. Rustoorden :

Aantal bedden in de rustoorden beheerd door het centrum

4. Maaltijden :

— Aantal maaltijden bedeed ten huize

— Aantal maaltijden geconsumeerd in het door het centrum beheerde gemeenschappelijk restaurant door bejaarden die niet in instellingen zijn opgenomen

5. Plaatsing van minderjarigen :

Aantal dagen dat minderjarigen ten laste van het centrum bij particulieren geplaatst waren

6. Interdepartementaal Budgetair Fonds voor tewerkstelling :

Personeel aangeworven in het raam van de conventie nr. 0012. Aantal eenheden

Samenvattende tabel

(a) × 90 % =	.....	F.
(b) × 600 000 F =	.....	F.
(c) × 40 000 F =	.....	F.
(d) × 50 000 F =	.....	F.
(e) × 100 000 F =	.....	F.
(f) × 200 000 F =	.....	F.
(g) × 15 F =	.....	F.
(h) × 20 000 F =	.....	F.
(i) × 22 F =	.....	F.
(j) × 22 F =	.....	F.
(k) × 100 F =	.....	F.
(l) × 145 000 F =	.....	F.
Totaal =	.....	F.

Gedaan te

De Secretaris,

De Voorzitter,

Ons bekend om te worden gevoegd bij Ons besluit van 2 maart 1983.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap van België :

De Minister van Gezondheid en Onderwijs,

R. URBAIN